

AMERIQUE LATINE : L'UNION EUROPEENNE ET LA CHINE POURRAIENT TIRER PARTI DE LA POLITIQUE AGRESSIVE DE D. TRUMP

Les tensions diplomatiques entre le gouvernement américain et l'Amérique latine, en particulier s'agissant des questions migratoires, sont source d'inquiétude pour la zone et ne font qu'approfondir la méfiance de nombre de **leaders latino-américains vis-à-vis de la nouvelle politique américaine. Ces tensions et l'incertitude qu'elles engendrent pourraient pousser certains pays de la région à se tourner vers d'autres partenaires. La Chine pourrait dès lors en profiter pour étendre encore son influence dans la région et l'Union européenne, renforcer les liens commerciaux existants, et accéder à des ressources minières stratégiques.**

Des relations diplomatiques tendues entre l'Administration Trump et l'Amérique latine

Les questions migratoires au cœur des tensions politiques entre les États-Unis et l'Amérique latine

Le président Donald Trump a promis de mener la plus grande campagne d'expulsion de l'histoire des Etats-Unis et de limiter les flux migratoires, en provenance des pays d'Amérique latine¹ en particulier. En 2022, selon les estimations de l'*US Department of Homeland Security*², près de 11 millions d'immigrants seraient en effet en situation irrégulière, dont près de 70% en provenance d'Amérique latine. La population sans papier est constituée d'environ 44 % de Mexicains, suivis par les Guatémaltèques, les Salvadoriens et les Honduriens.

Fin mars 2025, le Secrétaire d'Etat américain Marco Rubio a par ailleurs déclaré que le Nicaragua, le Venezuela et Cuba étaient les principaux responsables de la crise migratoire qui affecte toute la région³. Au-delà des contrôles renforcés à la frontière, les États-Unis ont aussi restreint l'entrée des migrants des 3 pays susvisés et a mis fin au programme CHNV⁴ (Cuba, Haïti, Nicaragua, Venezuela Parole Program⁵), dont bénéficient près d'1/2 million de personnes.

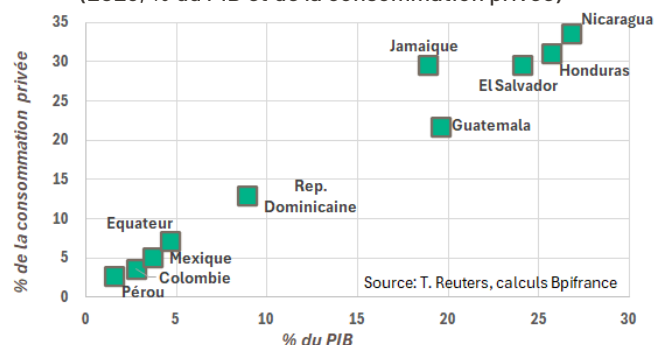
L'Amérique centrale, ainsi que certaines économies des Caraïbes sont particulièrement exposées au durcissement de la politique migratoire américaine.

Les Etats-Unis sont la première source de transferts de fonds de travailleurs expatriés (*remesas*) vers l'Amérique latine et constituent un moteur important de la consommation des ménages. C'est également une

importante source d'entrées de devises, devant les exportations pour certains pays de la région⁶.

Une baisse des transferts de fonds d'expatriés, liée à la fois à une politique migratoire américaine plus restrictive et une croissance moins dynamique qu'anticipé aux Etats-Unis compte tenu notamment de l'impact négatif attendu des hausses de droits de douane, affecterait avant tout les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes⁷. Le poids de ces transferts rapporté au PIB et surtout à la consommation privée y est en effet particulièrement élevé, et plus important que dans les pays d'Amérique du Sud ou encore du Mexique (Cf. graphique 1). Le Nicaragua est le pays le plus dépendant des transferts de fonds des travailleurs expatriés aux Etats-Unis (27% du PIB et 33% de la consommation privée), suivi du Honduras et du Salvador. Le Mexique serait moins exposé, malgré la plus grande proportion de travailleurs sans papier présents sur le sol américain.

Gr 1 : Transferts de fonds d'expatriés (2023, % du PIB et de la consommation privée)



¹ L'Amérique latine inclut tous les pays du sud d'Amérique du Nord, (i.e. à partir du Mexique), d'Amérique centrale (Belize, El Salvador, Honduras, Guatemala, Nicaragua, Panama, Costa Rica), ainsi que les pays d'Amérique du Sud (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyana, Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay, Venezuela).

² Source : US Department of Homeland Security. (Avril 2024). *Estimates of the Unauthorized Immigrant Population Residing in the United States: January 2018–January 2022*.

³ Selon le secrétaire d'Etat américain, les difficultés économiques, le manque de démocratie, ainsi que les politiques répressives menées par ces 3 pays ont forcé des millions de personnes à fuir leur pays en cherchant de meilleures conditions de vie.

⁴ Source : US Department of Homeland Security. (Mars 2025). *Termination of Parole Processes for Cubans, Haitians, Nicaraguans, and Venezuelans*.

⁵ Mis en place sous l'administration Biden, le programme CHNV permettait aux migrants en provenance de Cuba, de Haïti, du Nicaragua et du Venezuela d'entrer légalement sur le territoire américain pour une période de deux ans, à condition d'avoir un parrain financier. Pendant ce délai, les bénéficiaires étaient autorisés à travailler et devaient chercher une voie légale pour prolonger leur séjour.

⁶ Il s'agit notamment du Nicaragua, du Honduras et du El Salvador.

⁷ A noter qu'il est difficile d'estimer la proportion de transferts d'argent provenant des travailleurs latino-américains aux Etats-Unis en situation irrégulière. Ces transferts de fonds sont réalisés en partie via des services de type « Western Union » où il n'est pas nécessaire de disposer d'un compte bancaire (ni pour envoyer, ni pour retirer l'argent arrivé à destination).

Une politique commerciale des Etats-Unis vis-à-vis des pays d'Amérique latine a priori moins pénalisante qu'anticipé au début du mandat de Trump

La région est relativement moins visée par les tarifs douaniers annoncés lors du « Liberation Day »

Les pays d'Amérique latine ont été relativement épargnés par les annonces du « Liberation Day » du 2 avril dernier. Le Président américain a en effet annoncé que tous les pays seraient soumis à un tarif de base minimum de 10 % sur toutes les importations aux Etats-Unis, et plus élevé pour les pays/zones présentant un excédent commercial vis-à-vis des Etats-Unis, notamment l'UE (20 %) et la Chine (54 % avant l'épisode de surenchère lié aux représailles annoncées par la Chine). A cela s'ajoutent les droits de douane préexistants. A noter que le 9 avril, un moratoire de 90 jours a été décidé, suspendant la plupart des nouveaux droits de douane « réciproques » (hors droits de 10 % uniformes et ceux concernant la Chine).

Pour la plupart des pays d'Amérique latine, seul le tarif minimum de base de 10 % est prévu⁸, à l'exception notable du Mexique, épargné des droits de douane réciproques. Pour le Mexique, les 25 % sur les véhicules exportés, net de contenu américain, sur l'acier et aluminium, ainsi que sur les autres exportations (hors accord de libre-échange nord-américain) demeurent en revanche en vigueur.

L'Amérique latine semble ainsi, à ce stade, plutôt bien lotie comparé à la plupart des autres régions du monde, d'autant plus que la situation aurait pu être bien pire en termes d'effets directs pour nombre de pays de la région, particulièrement dépendants des Etats-Unis s'agissant de leurs exports. Le poids des exportations vers les Etats-Unis dans le PIB est particulièrement élevé au Mexique (28,4 %), et dans la majorité des pays d'Amérique centrale, en particulier le Nicaragua (22,4 %), à l'exception du Panama. Ce ratio est globalement plus faible pour les pays d'Amérique du Sud, à l'exception du Guyana (14,2 % du PIB) et de l'Equateur dans une moindre mesure (7,3 % du PIB, cf. graphique 2).

Gr 2 : Répartition des exportations vers les Etats-Unis et la Chine (Moy. 2022-23, en % du PIB)



Sources: TradeMap, FMI, calculs Bpifrance, *Pays d'Amérique centrale

⁸ Seuls 2 pays d'Amérique latine, le Nicaragua et le Venezuela, ainsi que le Guyana (Caraïbes) ont été imposés à taux des droits de douane plus élevés, soit 38 %, 18 % et 15 % respectivement. Ces pays enregistrent un excédent commercial vis-à-vis des Etats-Unis. Il est à noter également qu'au minimum de 10 % appliqué à la région, s'ajoutent les droits de douane préexistants, i.e. les tarifs sectoriels de 25 % sur l'acier et aluminium.

En l'état actuel, l'effet direct de la politique commerciale américaine dans la région serait ainsi relativement limité comparé à d'autres zones (l'Asie en particulier), avec toutefois un impact à attendre sur les marges des entreprises exportatrices, opérant notamment dans les secteurs ciblés par des tarifs douaniers plus élevés (acier et aluminium par exemple, ou automobile pour le Mexique – près du ¼ des exportations du pays⁹). Pour le Mexique en revanche, les menaces tarifaires constituent également un moyen de pression en amont du processus de renégociation de l'accord de libre-échange pouvant notamment contraindre le pays à satisfaire à d'autres exigences en matière de sécurité et de contrôle des frontières, ainsi que de intrants intermédiaires en provenance de Chine.

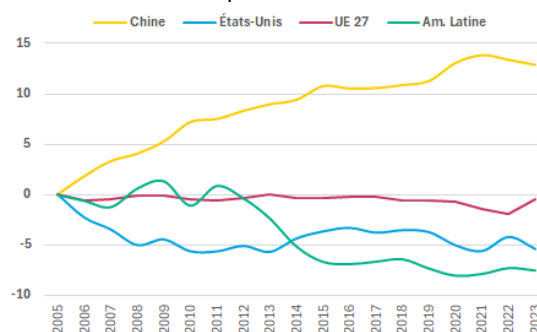
Les effets indirects sur l'économie sont plus incertains et pourraient être potentiellement plus marqués, et notamment celui de l'incertitude générée par la politique de D. Trump, qui affecte la confiance des agents (ménages, entreprises, investisseurs), ce qui risque de freiner l'activité en Amérique latine comme ailleurs.

Les incertitudes autour des décisions de l'administration américaine pourraient inciter la région à renforcer ses liens commerciaux avec d'autres partenaires

La Chine est un partenaire commercial de plus en plus important pour l'Amérique latine mais les Etats-Unis restent leaders. Les parts de marché de l'UE se maintiennent.

Les parts de marché à l'export de la Chine en Amérique latine ont quasiment triplé en 18 ans, passées de 7 % en 2005 à environ 20 % en 2023. Cette progression s'est faite principalement au détriment des échanges intrarégionaux (-7,5 pts de %) et des Etats-Unis (-5,4 pts), qui restent tout de même en tête (31 %). Les parts des marchés de l'UE sont restées quant à elles relativement stables sur la période (Cf. graphique 3), et atteignent 13 % en 2023.

Gr 3 : Evolution des parts de marchés en Amérique latine (en pts de %, 0=2005)



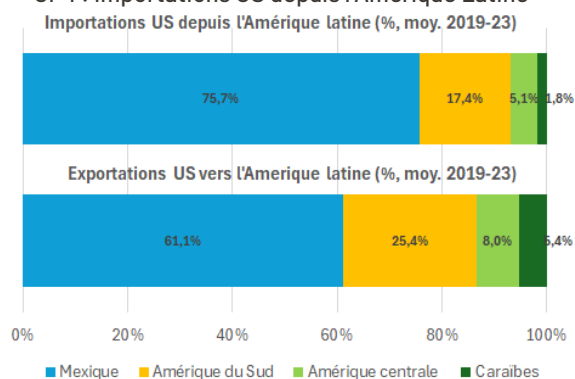
Source: TradeMap, calculs Bpifrance

⁹ En 2024, environ 20 % des exportations d'automobiles et des parts d'automobiles à destination des Etats-Unis ne bénéficiaient pas des avantages liés à l'accord de libre-échange.



En 2024, les échanges commerciaux entre l'Amérique latine et la Chine s'élèvent à environ 516 Md USD (50 Md en 2005), et sont près de 58 % inférieurs aux échanges commerciaux entre la région et son partenaire historique, les Etats-Unis (1.215 Md USD en 2024). Mais environ 69 % des échanges américains avec l'Amérique latine sont dus au commerce bilatéral avec le Mexique (Cf. graphique 5). La proximité géographique entre ces deux pays, mais surtout l'intégration des chaînes d'approvisionnement manufacturières, favorisée par l'accord de libre-échange nord-américain, l'UMSCA ou T-MEC (ancien NAFTA-TLCAN), entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique¹⁰, expliquent ce lien commercial fort entre le Mexique et les Etats-Unis¹¹.

Gr 4 : Importations US depuis l'Amérique Latine

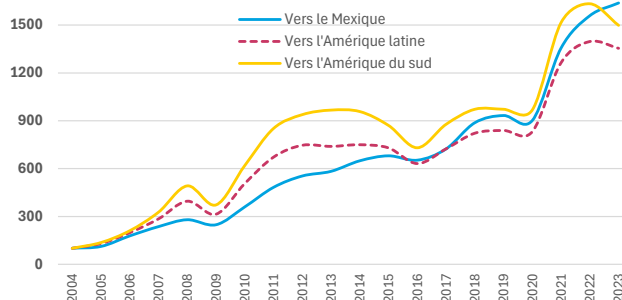


Les Etats-Unis ont en revanche perdu leur première place dans les échanges commerciaux avec l'Amérique du Sud au profit de la Chine

L'Amérique du Sud représente 72 % du commerce entre la Chine et l'Amérique latine. Le Brésil est le premier partenaire commercial de la Chine, absorbant 24 % des exportations chinoises vers l'Amérique latine (42 % vers l'Amérique du Sud) et représente près de la moitié des importations chinoises depuis l'Amérique latine (57 % depuis l'Amérique du Sud) sur la période 2019-2023¹².

Le Mexique est en revanche le premier client pour les exportations chinoises : il absorbe 31 % du total exporté par la Chine vers l'Amérique latine. Ces exportations ont eu par ailleurs tendance à progresser plus rapidement que les exportations chinoises vers l'Amérique latine depuis 2018, sous la première administration du gouvernement Trump et se sont intensifiées depuis la crise sanitaire de 2020¹³ (cf. graphique 5).

Gr 5 : Evolution des exportations chinoises en valeur (base 100=2004)



Source: TradeMaps, calculs Bpifrance

Du côté des investissements, la Chine reste minoritaire mais se positionne sur des secteurs stratégiques

La Chine a renforcé son influence dans la région par le biais des prêts stratégiques et des investissements directs

Selon [le rapport 2024](#) publié par le think-tank américain the Dialogue, l'Amérique latine serait la deuxième région bénéficiaire des investissements directs chinois après l'Asie. Le stock d'IDE chinois est estimé à 187,5 Md\$ en 2022. Il serait ainsi nettement inférieur au stock d'IDE [américain](#) (1.040 Md\$) et [européen](#) (environ 765 Md\$) sur cette même période¹⁴.

Coté financement, selon [the Dialogue](#), l'Amérique latine serait également la deuxième région ayant le plus bénéficié des prêts de la Banque de développement de Chine (CDB) et de la Banque d'import-export de Chine (EXIM), soit près de 141 Md\$ à fin 2021 (soit 24 % du total des prêts accordés par la Chine au niveau mondial), après l'Asie (29 % du total), mais devant l'Afrique (23 %)¹⁵.

Le plus souvent accompagnés par des financements locaux publics, les financements chinois relèvent également, dans certains cas, de l'initiative chinoise « des nouvelles routes de soie¹⁶ ». Près d'une vingtaine de pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont adhéré au projet des nouvelles routes de la soie, parmi lesquels l'Argentine, le Chili, le Pérou, l'Equateur, le Costa Rica, la Bolivie et plus récemment la Colombie. En a notamment résulté l'inauguration du plus grand port d'Amérique du Sud, au [Pérou](#)¹⁷ en novembre dernier.

Le Brésil n'a en revanche pas adhéré à l'initiative. La relation entre ces deux pays devrait pourtant encore se renforcer

¹⁰ Créé en 1994, le NAFTA a été remplacé par l'UMSCA en 2020 sous la première présidence du gouvernement Trump.

¹¹ Les Etats-Unis importent principalement des véhicules et des pièces automobiles (21 % du total importé en 2023), en provenance du Mexique en particulier et exportent de l'énergie (pétrole, gaz) et du matériel électrique (circuits, postes, câbles électriques) pour 20,4 % et 13 % du total exporté vers l'Amérique latine.

¹² Les Etats-Unis sont encore le 1^{er} marché pour les exportations de la Colombie, de l'Equateur et du Guyana en Amérique du Sud.

¹³ Comme pour l'ensemble de la région, les machines, les appareils, les pièces électriques et mécaniques, ainsi que les véhicules et les matières plastiques sont les principaux produits exportés par la Chine vers le Mexique. Les exportations de véhicules enregistrent par ailleurs la plus forte progression depuis la crise sanitaire (+157 % en 2023).

¹⁴ A noter que les données proviennent de sources différentes avec des méthodologies de comptabilisation des investissements directs potentiellement différentes, rendant la comparaison peu fiable.

¹⁵ Source : [China's footprint in Latin America - Publications Office of the EU](#)

¹⁶ Lancé en 2013 par le gouvernement chinois, le projet des nouvelles routes de la soie est axé sur la construction d'infrastructures, notamment de routes, de voies ferrées, de ports et dans le secteur de l'énergie avec notamment la construction des oléoducs, gazoducs qui relient l'Asie à l'Europe. Le projet, initialement prévu pour l'Eurasie, a été étendu à d'autres régions telles que l'Afrique, l'Océanie et l'Amérique latine.

¹⁷ La Tribune. (15 novembre 2024). [Mégaport au Pérou : pourquoi la Chine investit en Amérique du Sud.](#)

après la [signature de 37 accords bilatéraux](#)¹⁸ concernant plusieurs secteurs (agro, énergie, infrastructures, technologies, santé, climat, éducation...), lors de la visite officielle de Xi Jinping au Sommet des dirigeants du G20 à Rio en novembre 2024.

Diminution et réorientation des flux d'investissements chinois vers les « nouvelles infrastructures »¹⁹

Les flux annuels de prêts et d'IDE à destination de l'Amérique latine ont eu tendance à diminuer après 2016, en raison notamment du ralentissement de l'activité en Chine et d'un recalibrage des priorités du gouvernement. En 2023, la région aurait ainsi reçu 1,3 Md\$ de financements des banques chinoises, soit 2,5 fois moins qu'en 2019 et 6,4 Md\$ d'IDE en 2022 (après 14,2 Md\$ par an en moyenne sur 2010-2019²⁰).

La nature des prêts chinois a aussi changé. Auparavant utilisés pour financer des grands projets coûteux dans le secteur de l'énergie et des infrastructures (routes, chemins de fer, barrages), la Chine investit désormais dans des secteurs plus ciblés (véhicules électriques, énergies renouvelables, télécommunications, numérique).

En 2022, près de 58 % des investissements chinois en Amérique latine ont ainsi été axés sur les secteurs de la transition énergétique (panneaux solaires, batteries) ainsi que de l'électrification, du numérique (digitalisation, fintech, IA) et des télécommunications²¹.

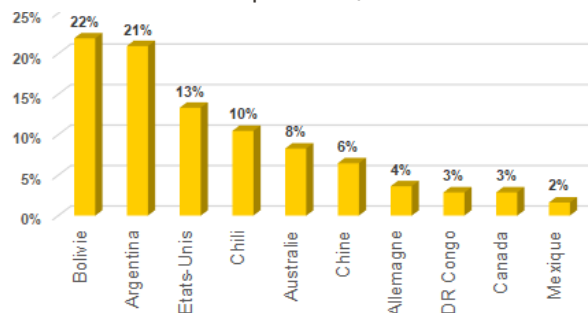
La transition mondiale vers les énergies renouvelables et les véhicules électriques renforce l'importance stratégique de l'Amérique latine

L'appétit de la Chine pour les matières premières s'accroît

L'Amérique latine est une région à fort potentiel en matière de ressources minières critiques et stratégiques pour les transitions écologique et numérique. Concentrées notamment dans les pays du sud du continent, la région extrait 25 matières premières critiques parmi les 34 figurant sur la [liste](#) des matières premières critiques de l'UE.

A titre d'exemples, le Chili et le Pérou sont déjà les deux plus grands producteurs de cuivre. Le Brésil fournit plus de 80 % du niobium consommé à l'échelle mondiale et disposerait des 3^e réserves de terres rares au monde, derrière la Chine et le Vietnam²². L'Argentine, la Bolivie et le Chili concentrent plus de la moitié des réserves mondiales en lithium prouvées à ce jour (cf. graphique 6).

Gr 6 : Réserves de lithium prouvées (% du total mondial, 2023)



Source: US Geological Survey

Indispensables notamment pour la fabrication des batteries de smartphones et des véhicules hybrides et électriques, l'accès au lithium est au cœur de la politique des fabricants de véhicules électriques, dont celle du groupe chinois BYD, qui mène divers projets d'investissements dans la région pour sécuriser ses sources d'approvisionnement.

Des investissements chinois ont ainsi été annoncés en [Argentine](#) pour près de 3,4 Md\$ et au [Chili](#) pour promouvoir la stratégie nationale de développement du lithium, ainsi que plus récemment en [Bolivie](#), et ce malgré les difficultés techniques d'extraction (séparation du lithium des autres éléments chimiques) rencontrées dans les salines boliviennes très riches en magnésium²³.

La Chine est aussi devenue un partenaire stratégique pour la transition énergétique de la région. Au Brésil, le constructeur de véhicule chinois BYD prévoit de produire 150.000 véhicules électriques par an à partir de 2025 pour le marché local. L'entreprise a par ailleurs déjà lancé la production de châssis de bus électriques à Campinas (Etat de São Paulo) et exploite également une usine de modules de batteries lithium-ion à Manaus (Etat de l'Amazonas). Dans le secteur de l'énergie et jouissant d'un quasi-monopole dans la production de panneaux solaires²⁴, la Chine a également triplé ses investissements dans le secteur de [l'énergie renouvelable](#) solaire et éolienne en Amérique latine depuis fin 2018, selon les chercheurs de l'IPEA²⁵.

Une présence européenne renouvelée dans la région face aux besoins urgents de diversification des sources d'approvisionnement en matières critiques

Avec un objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 et d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, l'UE doit non seulement décarboner son système énergétique mais aussi garantir l'autonomie par l'accès et la transformation des matières premières critiques. Dans ce contexte, en mars 2024, le Conseil a adopté

¹⁸ Source : AgênciaBrasil. (21 novembre 2024). [Brazilian, Chinese presidents sign 37 bilateral agreements](#).

¹⁹ Le terme « nouvelles infrastructures » a été employé par le Parti Communiste de Chine (PCC) lors de l'Assemblée populaire nationale de 2020. Il désigne les domaines prioritaires à la stratégie de croissance chinoise de long terme qui englobe les secteurs des télécommunications, les technologies de l'information et de la communication (FnTech) et de la transition énergétique.

²⁰ Source : The Dialogue. (19 janvier 2024). "New Infrastructure": Emerging Trends in Chinese Foreign Direct Investment in Latin America and the Caribbean

²¹ Ibid.

²² Source: US Geological Survey. (janvier 2024).

²³ En novembre 2024, le gouvernement bolivien a annoncé un accord de 1 Md\$ avec le groupe chinois CBC, filiale du premier producteur mondial de batteries au lithium CATL, pour la construction de deux usines de production de carbonate de lithium.

²⁴ La Chine est aussi un investisseur important dans les segments de production, de transport et de distribution d'électricité.

²⁵ Institut brésilien de recherche économique appliquée.



la réglementation européenne sur les matières premières critiques qui vise, entre autres, à accroître et à diversifier l'approvisionnement de l'UE en ces matières.

L'Amérique latine, parfois reléguée au second plan des politiques externes de l'UE au profit des partenaires atlantiques et méditerranéens, revêt aujourd'hui d'une importance plus que jamais stratégique pour l'UE. La région jouera un rôle central pour assurer une demande de matières premières critiques qui devrait augmenter de manière exponentielle dans les années à venir²⁶.

Face à l'avancée de la Chine dans ce domaine, en 2023, le Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ainsi que la Commission européenne ont adopté un [programme](#) destiné à renforcer les relations politiques, commerciales et stratégiques entre l'Europe et l'Amérique latine.

L'UE prévoit d'investir 45 Md € en Amérique latine sur 2024-2027, dans le cadre de son stratégie « [Global Gateway](#) ». Il s'agit d'un programme d'investissement européen qui prévoit de mobiliser jusqu'à 300 Md € et de proposer une alternative au programme chinois des nouvelles routes de la soie.

L'UE a aussi conclu une modernisation de l'accord commercial avec le Chili (en vigueur depuis février 2025) qui permettra un meilleur accès aux matières premières critiques (lithium, cuivre), ainsi qu'aux combustibles propres (hydrogène). L'accord avec le Mercosur²⁷ pourrait aussi constituer une opportunité pour l'Europe de garantir l'accès à certains minerais critiques indispensables à la transition énergétique. Le Brésil s'est ainsi engagé à ne pas imposer

de droits de douane sur des matières premières critiques (nickel, cuivre, titane, aluminium) à destination de l'UE et de les réduire sur d'autres.

En conclusion, face à un contexte mondial en pleine mutation et où la politique américaine pourrait pousser les Etats d'Amérique latine à chercher d'autres partenaires commerciaux et stratégiques, mais aussi à limiter les relations avec la Chine²⁸, l'Europe pourrait en profiter pour étendre son influence et augmenter ses parts de marché dans la région.

Alors que la Chine s'est hissée à la deuxième place en tant que partenaire commercial de l'Amérique latine, après les Etats-Unis mais devant l'Europe, il est intéressant de noter que les parts de marché de l'UE sont restées stables sur les 20 dernières années. L'UE serait par ailleurs le deuxième investisseur en Amérique latine (en stock d'IDE), nettement devant la Chine, mais après les Etats-Unis.

Grâce au potentiel en matière de ressources minières critiques et stratégiques dont dispose la région, un renforcement des relations de l'UE avec l'Amérique latine serait un atout pour atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050.

Mais nul doute que la Chine devrait également se positionner ou accroître son influence sur certains secteurs clés de la région.

Adriana Meyer: adriana.meyer@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.

²⁶ Uniquement au sein de l'UE, la demande de lithium devrait être multipliée par 12 d'ici à 2030 et par 21 d'ici à 2050, selon les prévisions de la Commission Européenne.

²⁷ Signé en décembre 2024, l'accord avec le Mercosur (qui regroupe le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et la Bolivie, depuis la mi-2024) doit encore être ratifié par le Parlement au cours de la législature actuelle.

²⁸ L'annonce du retrait du Panama du projet des nouvelles routes chinoises de la soie, ainsi que le refus du Mexique, à ce stade, d'accueillir les usines de fabrication de véhicules électriques chinoises en sont une illustration.